



# Le Quotidien

## Statistique Canada

**Le mercredi 13 septembre 2006**

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

### Communiqués

---

**Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre,** 2  
deuxième trimestre de 2006

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes a reculé de 0,4 % entre avril et juin, enregistrant un repli pour la première fois en deux ans. Par ailleurs, le coût du travail par unité de production, qui est une mesure clé des pressions inflationnistes sur les salaires, a continué de croître lentement au deuxième trimestre (+0,3 %).

**Contrôle et vente des boissons alcoolisées, exercice se terminant le 31 mars 2005** 7

Les ventes de boissons alcoolisées réalisées par les magasins d'alcool et de bière ainsi que par leurs agents au Canada ont progressé à leur rythme le plus lent en huit ans au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2005. Pour la première fois, les ventes de vin (en dollars) ont dépassé celles des spiritueux.

Statistiques des télécommunications, premier trimestre de 2006 10

Statistiques laitières, juillet 2006 11

---

**Nouveaux produits** 12

---



## Communiqués

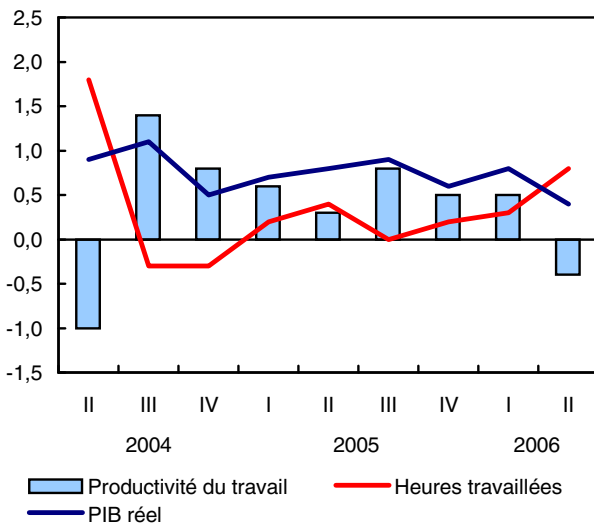
### Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Deuxième trimestre de 2006

Sur une base trimestrielle, les entreprises canadiennes ont vu leur productivité du travail reculer de 0,4 % entre avril et juin, enregistrant un repli pour la première fois en deux ans. Sur une base d'une année à l'autre, la croissance de la productivité a décliné pour passer de 2,1 % au premier trimestre de 2006 à 1,4 % au deuxième trimestre de 2006.

#### Premier recul trimestriel de la productivité en deux ans

Variation trimestrielle en %



Le repli de la productivité au deuxième trimestre est la conséquence directe du ralentissement de l'activité économique, conjugué à l'augmentation plus prononcée des heures travaillées. Le secteur des biens, ayant connu un recul de 1,0 % de sa productivité, est principalement à l'origine de l'ensemble de la baisse.

Dans le secteur des biens, une baisse de production a été observée dans le secteur de l'extraction minière, de pétrole et de gaz, lequel a été touché par un nombre important d'arrêts de travail liés à des bris imprévus. En outre, l'activité économique dans le secteur de la construction a ralenti considérablement comparativement au premier trimestre lorsque la

#### Note aux lecteurs

Dans le présent communiqué, les données détaillées sur la croissance de la productivité du travail et d'autres variables connexes ont fait l'objet d'une analyse sommaire. Une analyse plus détaillée, incluant des graphiques et des tableaux supplémentaires, est présentée dans la Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens.

Le terme «productivité» réfère, par la suite, à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le nouveau module du Système des comptes économiques nationaux, accessible à partir de la page d'accueil de notre site Web. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en communiquant par courriel avec un agent de diffusion ([productivite.mesures@statcan.ca](mailto:productivite.mesures@statcan.ca)).

#### Révisions

Pour cette diffusion, les estimations canadiennes ont été révisées rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2006 au niveau agrégé et au premier trimestre de 2002 au niveau industriel.

température saisonnière plus élevée que la normale a favorisé cette industrie. La construction s'est accrue de seulement 0,4 % au deuxième trimestre, soit un rythme nettement inférieur à celui observé au cours du premier trimestre (+2,4 %). De plus, la production manufacturière a reculé au cours des deux derniers trimestres, tandis que sa main-d'oeuvre n'a pas encore été ajustée à ce déclin.

Par ailleurs, le coût du travail par unité de production, qui est une mesure clé des pressions inflationnistes sur les salaires, a continué de progresser lentement au deuxième trimestre (+0,3 %). Depuis le début de 2006, l'augmentation du coût unitaire de main-d'oeuvre dans les entreprises canadiennes est demeurée modeste.

La productivité du travail mesure le produit intérieur brut (PIB) réel par heure travaillée. Une croissance de la productivité dans le temps contribue à l'amélioration du niveau de vie de la population et à la compétitivité des entreprises. Généralement, les entreprises réalisent des hausses de productivité lorsque leur PIB croît plus vite que les heures consacrées à cette production.

Aux États-Unis, la productivité des entreprises n'a progressé que de 0,4 % entre avril et juin, après avoir affiché une croissance de 1,1 % (révisée) au premier trimestre de 2006. Depuis le deuxième trimestre de 2005, la productivité des entreprises américaines a connu d'importantes fluctuations.

Sur l'ensemble de 2005, les entreprises canadiennes et américaines avaient affiché une hausse annuelle moyenne identique de leur productivité, soit 2,3 %.

Au Canada, il s'agissait de la meilleure performance annuelle observée depuis 2000. Aux États-Unis, ce taux constituait le plus faible enregistré depuis 1997. Cependant, cela représentait le même rythme de croissance que la moyenne observée entre 1995 et 2001 (+2,3 %).

### Ralentissement net de l'activité économique dans les deux pays, mais un marché de l'emploi plus dynamique au Canada

Au deuxième trimestre, l'évolution de la productivité au Canada et aux États-Unis a pris des directions opposées, en raison des performances très différentes observées dans les deux pays en matière de production économique et du marché du travail.

Les deux pays ont connu un ralentissement net de la croissance de leur PIB entre avril et juin, pendant que leurs marchés du travail évoluaient en sens contraire. Alors que les heures travaillées ont crû sensiblement au même rythme qu'au premier trimestre aux États-Unis, les heures travaillées par les Canadiens ont connu une accélération au deuxième trimestre.

L'augmentation moindre des heures travaillées aux États-Unis a permis aux entreprises américaines d'afficher une croissance positive, quoique modeste, de leur productivité au cours du deuxième trimestre (+0,4 %). Au cours de la même période, la productivité dans les entreprises canadiennes a reculé de 0,4 %.

Bien qu'elle ait nettement ralenti dans les deux pays au deuxième trimestre, la croissance du PIB des entreprises américaines a continué de progresser plus rapidement que celle de leurs concurrentes canadiennes. Entre avril et juin 2006, le PIB américain a augmenté deux fois plus rapidement qu'au Canada.

Après avoir connu une forte croissance de 0,8 % au cours du premier trimestre, la croissance du PIB canadien a été réduite de moitié au deuxième trimestre pour atteindre 0,4 %. Il s'agit de la plus faible progression observée au cours des trois dernières années. La hausse plus faible des dépenses des consommateurs et de l'investissement des entreprises explique principalement la décélération du PIB canadien. Le recul du marché de l'habitation a également contribué au ralentissement.

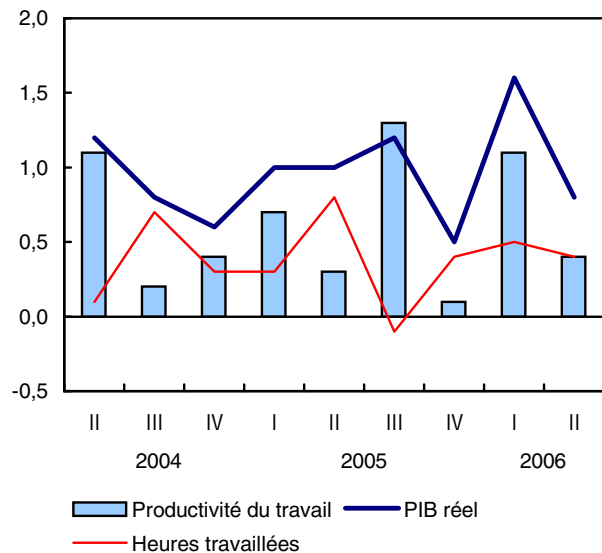
Pour sa part, le PIB américain n'a progressé que de 0,8 % au deuxième trimestre. Il s'agit d'une croissance considérablement plus modeste que celle de 1,6 % enregistrée durant le premier trimestre.

Ce ralentissement de la croissance du PIB américain résulte d'une décélération nette des

dépenses de consommation, en particulier des achats de biens durables. La baisse de l'investissement en équipement et logiciels, tout comme celle des dépenses publiques fédérales, a également contribué à ce ralentissement.

### Croissance modérée de la productivité américaine

Variation trimestrielle en %



Au Canada, la croissance modeste de l'activité a été accompagnée d'un marché de l'emploi plus dynamique.

Les heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes ont augmenté au deuxième trimestre à un taux plus de deux fois plus élevé qu'au trimestre précédent, passant de 0,3 % au premier trimestre à 0,8 % au deuxième trimestre. La quasi-totalité de la progression de l'emploi entre avril et juin a été observée dans le travail à temps plein.

Entre-temps, les heures travaillées ont continué de croître dans les entreprises américaines, quoique à un rythme légèrement plus lent (+0,4 %) qu'au premier trimestre (+0,5 %).

### Coût unitaire de main-d'oeuvre : La position compétitive des entreprises canadiennes diminue

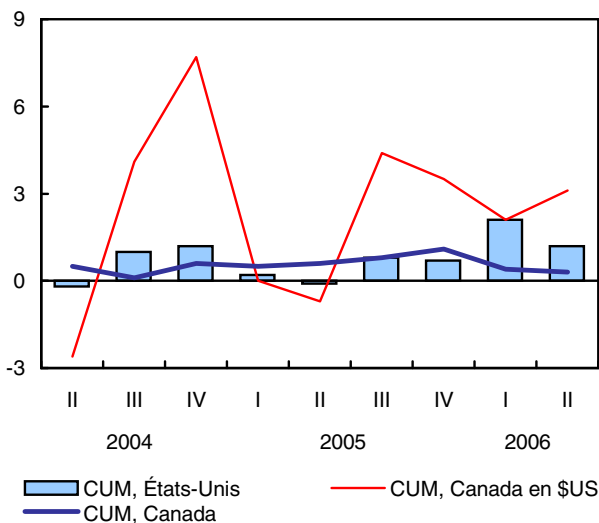
Le coût unitaire de main-d'oeuvre, qui est un indicateur important des tendances dans les coûts de production et de l'inflation, a augmenté plus rapidement aux États-Unis qu'au Canada durant le deuxième trimestre, lorsque ce coût est mesuré selon les monnaies nationales respectives. (Le coût unitaire de main-d'oeuvre représente le coût des salaires et des avantages sociaux des travailleurs par unité de production économique.)

Sans tenir compte du taux de change, le coût du travail par unité de production des entreprises canadiennes a augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre, ce qui constitue une hausse semblable à celle de 0,4 % enregistrée au premier trimestre.

Du côté des entreprises américaines, le coût unitaire de main-d'oeuvre a crû de 1,2 % au deuxième trimestre. Il s'agit d'une décélération nette par rapport aux 2,1 % enregistrés au cours des trois mois précédents. Au premier trimestre, la rémunération horaire aux États-Unis avait progressé beaucoup plus rapidement que la productivité du travail.

### Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en \$US remontent

Variation trimestrielle en %



Cependant, la position concurrentielle devient avantageuse pour les entreprises américaines lorsqu'on ajuste le coût unitaire du travail en fonction du taux de change.

Au deuxième trimestre, la vigueur du dollar canadien par rapport à la devise américaine s'est traduite par une croissance de 3,1 % du coût unitaire de main-d'oeuvre canadien exprimé en dollars américains. Cela représente presque le triple de la hausse de 1,2 % enregistrée aux États-Unis. Au premier trimestre, cet indicateur de compétitivité avait progressé au même rythme dans les deux pays.

Au deuxième trimestre, le dollar canadien s'est apprécié de 2,8 % par rapport à la devise américaine. Il s'agissait d'une quatrième progression trimestrielle consécutive.

Les entreprises canadiennes ont, cependant, profité de cette nouvelle appréciation du huard en investissant dans les machines et le matériel pour accroître leur efficacité. Leurs achats à ce chapitre ont en effet augmenté de 2,1 % au deuxième trimestre.

Au cours des quatre derniers trimestres, les entreprises ont fait d'importants investissements au chapitre des machines et du matériel, en hausse trimestrielle de 2,5 % en moyenne.

### Révisions aux États-Unis : L'écart de productivité entre les deux pays disparaît pour 2005

Les États-Unis ont récemment procédé à des révisions de leurs estimations de la productivité du travail. Les données diffusées aujourd'hui incorporent ces révisions apportées aux données américaines qui ont touché à la fois le PIB et les heures travaillées.

Les données du PIB américain ont été révisées rétrospectivement jusqu'au premier trimestre de 2003. Les données des heures travaillées ont également été révisées, en raison de l'ajout de renseignements portant sur les emplois recueillis à partir du questionnaire légal des organisations du recensement économique de 2002.

### Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision

	Canada	États-Unis <sup>1</sup>	
		Avant révision	Après révision
		variation annuelle en %	
1981 à 2005	1,5	2,2	2,2
1981 à 2000	1,6	1,9	1,9
2000 à 2005	1,0	3,3	3,2
2002	1,4	4,0	4,1
2003	0,0	4,1	3,8
2004	0,3	3,5	3,1
2005	2,3	2,6	2,3

1. Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics dans NEWS, Productivity and Costs — deuxième trimestre de 2006 qui a paru le 6 septembre.

Aucune révision correspondante aux heures travaillées n'a été effectuée au Canada. La plus récente révision pour les quatre dernières années du PIB au Canada est accessible dans *Le Quotidien* du 8 juin 2006.

Dans l'ensemble, les révisions apportées aux données américaines ont eu pour effet de diminuer le taux de croissance de la productivité du travail aux États-Unis pour chacune des trois dernières années (2003 à 2005). Au cours de cette période, l'ampleur des révisions à la baisse oscillait entre 0,3 % et 0,4 %.

Pour l'année 2005, la croissance de la productivité aux États-Unis est passée de 2,6 % avant révision à 2,3 % après révision, soit un taux identique à celui observé au Canada durant la même année. En tenant compte de ces données révisées, l'écart de productivité en faveur des États-Unis disparaît pour l'année 2005.

Cependant, les révisions n'ont entraîné presque aucun changement à moyen terme par rapport aux estimations précédentes. Entre 2000 et 2005, les hausses de productivité américaine affichaient en moyenne un taux annuel de 3,2 % après révision par rapport à la première estimation qui était de 3,3 %, demeurant trois fois supérieures à la hausse de 1,0 % enregistrée au Canada.

Entre 2000 et 2005, la croissance annuelle moyenne du PIB était similaire dans les deux pays : 2,5 % au Canada et 2,6 % aux États-Unis. Cependant, les heures travaillées ont augmenté en moyenne de 1,4 % au Canada, alors qu'elles ont décliné de 0,6 % aux États-Unis au cours de la même période.

**Données stockées dans CANSIM : tableaux 383-0008 et 383-0012.**

**Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5042.**

Pour obtenir une analyse plus détaillée de la parution d'aujourd'hui sur la productivité, de même que des graphiques et des tableaux supplémentaires, consultez le numéro du deuxième trimestre de 2006 de la *Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens*, vol. 5, n° 3 (13-010-XIF, gratuit), qui est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Les données du troisième trimestre de 2006 sur la productivité du travail, la rémunération horaire et le coût unitaire de main-d'oeuvre seront diffusées le 11 décembre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle ([productivite.mesures@statcan.ca](mailto:productivite.mesures@statcan.ca)). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jean-Pierre Maynard au 613-951-3654 ([maynard@statcan.ca](mailto:maynard@statcan.ca)), Division de l'analyse microéconomique. Télécopieur : 613-951-3292.

□

**Secteur des entreprises : productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis**

	Deuxième trimestre de 2004	Troisième trimestre de 2004	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006
variation en % d'un trimestre à l'autre, données désaisonnalisées									
<b>Canada</b>									
Productivité du travail	-1,0	1,4	0,8	0,6	0,3	0,8	0,5	0,5	-0,4
PIB réel	0,9	1,1	0,5	0,7	0,8	0,9	0,6	0,8	0,4
Heures travaillées	1,8	-0,3	-0,3	0,2	0,4	0,0	0,2	0,3	0,8
Rémunération horaire	-0,5	1,4	1,3	1,2	0,9	1,7	1,6	0,9	-0,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,5	0,1	0,6	0,5	0,6	0,8	1,1	0,4	0,3
Taux de change <sup>1</sup>	3,2	-3,9	-6,6	0,5	1,4	-3,3	-2,4	-1,5	-2,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-2,6	4,1	7,7	0,0	-0,7	4,4	3,5	2,1	3,1
<b>États-Unis<sup>2</sup></b>									
Productivité du travail	1,1	0,2	0,4	0,7	0,3	1,3	0,1	1,1	0,4
PIB réel	1,2	0,8	0,6	1,0	1,0	1,2	0,5	1,6	0,8
Heures travaillées	0,1	0,7	0,3	0,3	0,8	-0,1	0,4	0,5	0,4
Rémunération horaire	0,9	1,1	1,7	0,9	0,2	2,0	0,8	3,2	1,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,2	1,0	1,2	0,2	-0,1	0,8	0,7	2,1	1,2
	2001	2002	2003	2004	2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006
variation annuelle en %									
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente, données désaisonnalisées									
<b>Canada</b>									
Productivité du travail	1,1	1,4	0,0	0,3	2,3	2,5	2,2	2,1	1,4
PIB réel	1,6	3,1	1,4	3,3	3,0	2,8	3,0	3,1	2,7
Heures travaillées	0,5	1,6	1,3	3,1	0,6	0,3	0,8	0,9	1,3
Rémunération horaire	3,2	1,4	2,6	2,0	4,8	5,2	5,4	5,1	4,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,1	-0,1	2,6	1,8	2,3	2,6	3,1	3,0	2,6
Taux de change	4,3	1,3	-10,8	-7,1	-6,9	-8,1	-4,0	-5,9	-9,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-2,2	-1,4	15,2	9,5	9,9	11,7	7,3	9,5	13,8
<b>États-Unis<sup>2</sup></b>									
Productivité du travail	2,6	4,1	3,8	3,1	2,3	2,7	2,4	2,7	2,8
PIB réel	0,3	1,5	3,1	4,4	3,7	3,9	3,7	4,4	4,1
Heures travaillées	-2,2	-2,5	-0,7	1,3	1,4	1,2	1,3	1,6	1,3
Rémunération horaire	4,2	3,6	4,0	3,8	4,4	4,9	4,0	6,4	7,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,6	-0,5	0,2	0,7	2,1	2,1	1,6	3,6	4,9

1. Le taux de change correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

2. Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics (NEWS, Productivity and costs — deuxième trimestre de 2006, publié le 6 septembre).

## Contrôle et vente des boissons alcoolisées

Exercice se terminant le 31 mars 2005 (correction)

Les ventes de boissons alcoolisées réalisées par les magasins d'alcool et de bière ainsi que par leurs agents au Canada ont progressé à leur rythme le plus lent en huit ans au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2005.

Pour la première fois, les ventes de vin (en dollars) ont dépassé celles des spiritueux au Canada.

Au total, les débits d'alcool et de bière ont vendu pour près de 16,8 milliards de dollars de boissons alcoolisées en 2004-2005, en hausse de 3,8 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit du rythme de croissance le plus lent depuis 1996-1997.

### Ventes de boissons alcoolisées 2005

	Bière	Vin	Spiritueux	Total
	en milliers de dollars			
<b>Canada</b>	<b>8 449 401</b>	<b>4 225 173</b>	<b>4 077 417</b>	<b>16 751 991</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	170 157	28 708	100 768	299 633
Île-du-Prince-Édouard	33 184	9 501	22 741	65 426
Nouvelle-Écosse	244 595	81 483	163 121	489 199
Nouveau-Brunswick	206 987	53 910	93 326	354 223
Québec	2 275 887	1 435 800	466 074	4 177 761
Ontario	3 231 952	1 492 441	1 663 776	6 388 169
Manitoba	229 947	85 166	190 071	505 184
Saskatchewan	218 695	45 535	157 732	421 962
Alberta	762 922	342 509	518 359	1 623 790
Colombie-Britannique	1 038 875	640 635	676 404	2 355 914
Yukon	13 820	4 746	8 057	26 623
Territoires du Nord-Ouest	19 718	4 447	16 145	40 310
Nunavut	2 663	293	842	3 798

La croissance des ventes de vin est restée supérieure à celle de la bière et des spiritueux. Les ventes de vin ont été en hausse de 6,5 % en 2004-2005 par rapport à l'année précédente, ce qui représente le double du taux de croissance de 3,3 % du marché de la bière et une progression plus rapide que l'augmentation de 2,3 % observée pour les spiritueux.

Comme par le passé, la bière a été de loin la boisson la plus populaire. En dollars, la bière a représenté 50,4 % des ventes. Toutefois, le vin a constitué 25,2 % des ventes, comparativement à 24,3 % pour les spiritueux; pour la toute première fois, le vin vient donc au deuxième rang.

Par habitant, on a dépensé 638,60 \$ pour l'achat de boissons alcoolisées en 2004-2005, en hausse de 15 \$ par rapport à l'année précédente.

Le volume des ventes de vin a enregistré une progression de 4,0 % en 2005, tandis que celui des ventes de spiritueux et de bière a diminué de 0,1 % et de 0,6 % respectivement.

#### Note aux lecteurs

Il convient de distinguer les statistiques sur le volume des ventes de boissons alcoolisées des données sur la consommation de boissons alcoolisées. Le volume des ventes ne comprend que les ventes réalisées par les régies des alcools et leurs agents ainsi que par les établissements vinicoles, les brasseries et les établissements détenant un permis des autorités compétentes.

Quant aux données sur la consommation de boissons alcoolisées, elles comprennent l'ensemble de ces ventes ainsi que des données sur le vin et la bière de fabrication artisanale, sur le vin et la bière fabriqués dans les centres de brassage libre-service, sur les ventes des boutiques hors taxes et sur toute autre transaction non comptabilisée.

De même, il convient de distinguer les statistiques sur la valeur monétaire des ventes de boissons alcoolisées des données sur les dépenses des consommateurs au chapitre des boissons alcoolisées. Les données sur les ventes ont trait aux recettes des régies des alcools, des établissements vinicoles et des brasseries, y compris les ventes à des établissements détenant un permis, comme les bars et les restaurants.

Par conséquent, les données sur les ventes ne rendent pas compte des dépenses totales des consommateurs au chapitre des boissons alcoolisées, les prix payés dans les établissements détenteurs d'un permis étant supérieurs aux prix payés par ces établissements aux autorités compétentes.

Les données par habitant sont basées sur la population de 15 ans et plus.

Les recettes tirées des ventes de boissons alcoolisées plus le revenu net réalisé par les régies des alcools des provinces et des territoires ont atteint 4,5 milliards de dollars en 2004-2005, en hausse de 3,8 % par rapport à l'année précédente.

### Bénéfice net des régies des alcools provinciales et territoriales et recettes provenant de la vente de boissons alcoolisées

	2004	2005	2004 à 2005
	en milliers de dollars		variation en %
<b>Canada</b>	<b>4 298 317</b>	<b>4 460 049</b>	<b>3,8</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	100 038	104 254	4,2
Île-du-Prince-Édouard	22 670	23 030	1,6
Nouvelle-Écosse	171 621	173 862	1,3
Nouveau-Brunswick	121 904	125 086	2,6
Québec	714 818	683 627	-4,4
Ontario	1 534 521	1 637 467	6,7
Manitoba	177 586	186 560	5,1
Saskatchewan	134 544	143 345	6,5
Alberta	556 608	566 691	1,8
Colombie-Britannique	733 749	785 897	7,1
Yukon	7 915	8 008	1,2
Territoires du Nord-Ouest	20 420	20 572	0,7
Nunavut	1 923	1 650	-14,2

À l'échelon provincial, le revenu net a affiché les plus grandes augmentations en Colombie-Britannique (+7,1 %) et en Ontario (+6,7 %). Au Québec, il a reculé

de 4,4 % à la suite d'une grève de trois mois observée à la Société des alcools du Québec.

### Évolution du goût des Canadiens au cours des 10 dernières années

Au cours des 10 dernières années, la valeur des ventes de boissons alcoolisées a enregistré une croissance annuelle moyenne de 4,9 %, passant de 10,4 milliards de dollars en 1994-1995 à 16,8 milliards de dollars en 2004-2005.

Pendant cette décennie, les ventes de spiritueux ont crû à un taux annuel moyen de 3,3 %. Les ventes de bière ont quant à elles enregistré une hausse annuelle moyenne de 4,4 %, tandis que les ventes de vin ont augmenté de 8,0 %.

En 1994-1995, la valeur des ventes de spiritueux, de bière et de vin représentait respectivement 28,3 %, 53,0 % et 18,8 % de toutes les ventes de boissons alcoolisées. En 2004-2005, ces ventes se sont établies respectivement à 24,3 %, 50,4 % et 25,2 %.

Par province, le taux annuel moyen de croissance le plus élevé de la valeur des ventes de boissons alcoolisées au cours des 10 dernières années a été observé au Québec (+5,7 %), suivi de l'Ontario (+5,3 %). L'augmentation la plus faible a été enregistrée à Terre-Neuve-et-Labrador (+1,8 %).

### Ventes de boissons alcoolisées au Canada entre 1994-1995 et 2004-2005

	Canadien	Importé	Total
	Taux de croissance annuel moyen		
	%		
<b>Valeur en dollars</b>			
Spiritueux	2,2	5,6	3,3
Vin	5,8	9,1	8,0
Bière	3,2	18,6	4,4
<b>Volume en litres</b>			
Spiritueux	4,1	5,7	4,5
Vin	3,3	5,4	4,5
Bière	0,1	14,6	1,0

En volume, les ventes de spiritueux et de vin ont progressé à un taux annuel moyen de 4,5 % au cours de la dernière décennie, tandis que le volume de bière a crû de 1,0 %.

### Les produits importés s'emparent d'une part accrue du marché canadien

En 2004-2005, la valeur des boissons alcoolisées importées a augmenté de 0,8 % pour atteindre près de 2,0 milliards de dollars, tandis que la valeur des produits exportés par les entreprises canadiennes a

chuté de 5,1 % pour se fixer à 0,8 milliard de dollars. Il s'agit du quatrième recul annuel d'affilée de la valeur des exportations de boissons alcoolisées.

Les marques importées ont continué d'accroître leur part des ventes au Canada, accaparant 33,7 % du marché en 2004-2005, comparativement à 22,4 % 10 ans plus tôt.

De 1994-1995 à 2004-2005, le volume des ventes de boissons alcoolisées importées a enregistré une croissance beaucoup plus rapide que celui des produits canadiens.

Au cours de cette période de 10 ans, le volume des ventes de vin importé s'est accru à un taux annuel moyen de 5,4 %, comparativement à 3,3 % pour les produits canadiens.

Parallèlement, sur le marché des spiritueux, la croissance annuelle moyenne du volume des ventes de produits importés s'est élevée à 5,7 %, comparativement à 4,1 % pour les marques canadiennes.

Sur le marché de la bière, le volume des ventes de produits importés a progressé à un taux annuel moyen de presque 15 %, tandis que les ventes (en volume) de produits canadiens sont restées presque inchangées (+0,1 %).

Les ventes (en volume) de bière importée représentent maintenant 11,5 % du marché canadien, en hausse de près du quadruple comparativement à la part de marché de seulement 3,2 % détenue il y a une décennie.

### Vin : Un plus grand nombre de Canadiens boivent du vin

Les établissements vinicoles ainsi que les magasins d'alcool et leurs agents ont vendu pour 4,2 milliards de dollars de vin en 2004-2005, en hausse de 6,5 % par rapport à 2003-2004.

Par habitant, chaque Canadien de 15 ans et plus a dépensé en moyenne 161,10 \$ pour l'achat de vin en 2004-2005.

Le vin rouge a représenté 54 % de toutes les ventes de vin au Canada en 2004-2005, tandis que le vin blanc a constitué seulement 32 % du marché.

Plus de 80 % de tout le vin rouge vendu au Canada provenait d'autres pays.

De 1994-1995 à 2004-2005, la valeur des ventes de vin importé a augmenté à un taux annuel moyen de 9,1 %, tandis que les ventes de produits canadiens ont crû de 5,8 %.

La valeur des ventes de vin s'est accrue dans toutes les provinces en 2004-2005. Des hausses notables



ont été enregistrées en Saskatchewan (+16,5 %), en Colombie-Britannique (+12,2 %) et en Ontario (+10,6 %).

### **Spiritueux : Les produits canadiens perdent du terrain**

Les magasins d'alcool et leurs agents ont vendu pour 4,1 milliards de dollars de spiritueux en 2004-2005, en hausse de 2,3 % par rapport à l'année précédente. Les produits canadiens ont représenté 64 % de ces ventes.

Il y a 10 ans, 71 % de tous les spiritueux vendus au Canada étaient d'origine canadienne.

Par habitant, chaque Canadien de 15 ans et plus a dépensé en moyenne 155,40 \$ pour l'achat de spiritueux en 2004-2005.

Les alcools de type whisky, tels que le whisky, le scotch et le bourbon, ont représenté presque 30 % de toutes les ventes de spiritueux au Canada en 2004-2005. Il s'agissait de produits canadiens dans plus de 70 % des cas.

Les trois quarts de toutes les liqueurs vendues au Canada étaient des produits importés. Ce pourcentage s'élève à 85 % pour le brandy.

Au cours des 10 dernières années, la part des produits canadiens pour l'alcool, le brandy et le gin a diminué par rapport aux produits importés.

En litres d'alcool absolu, les importations de spiritueux ont fléchi de 1,8 % en 2004-2005, ce qui représente la première baisse enregistrée depuis 1996-1997. La vaste majorité (95 %) des exportations de spiritueux canadiens sont destinées aux États-Unis.

À l'échelon provincial, la valeur des ventes de spiritueux en 2004-2005 a reculé dans trois provinces, soit à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec et en Saskatchewan.

### **Bière : La passion pour les marques importées se poursuit**

Les brasseries ainsi que les magasins d'alcool et leurs agents ont vendu pour 8,4 milliards de dollars de bière en 2004-2005, en hausse de 3,3 % par rapport à l'année précédente.

Par habitant, chaque Canadien de 15 ans et plus a dépensé 322,10 \$ pour l'achat de bière.

Les Canadiens ont consacré près de 1,2 milliard de dollars à la bière importée en 2004-2005, en hausse de 6,4 % par rapport à 2003-2004. Les ventes de marques canadiennes n'ont augmenté que de 2,8 %.

De 1994-1995 à 2004-2005, les ventes de bière importée ont progressé à un taux annuel moyen de 18,6 %, dépassant de près de six fois le taux de croissance de seulement 3,2 % des ventes de marques canadiennes.

La valeur des ventes de bière a crû de 6,7 % en Colombie-Britannique en 2004-2005, suivie de l'Ontario (+6,5 %). Elle a diminué dans deux provinces, soit à Terre-Neuve-et-Labrador (-8,5 %) et au Québec (-0,7 %).

De toute la bière importée au Canada, 23,4 % provenait des États-Unis, 20,5 %, du Mexique et 19,3 %, des Pays-Bas.

### **Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0006 et 183-0015 à 183-0020.**

### **Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1726.**

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données sur les ventes de boissons alcoolisées à partir du module *Nouveau Comptes économiques nationaux* de notre site Web.

L'édition 2005 de la publication *Le contrôle et la vente des boissons alcoolisées au Canada* (63-202-XIF, gratuite) sera accessible bientôt.

Pour obtenir plus de renseignements sur les produits et les services, communiquez avec Jo-Anne Thibault au 613-951-0767 ([jo-anne.thibault@statcan.ca](mailto:jo-anne.thibault@statcan.ca)), Division des institutions publiques.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claude Vaillancourt au 613-951-1820 ([claud.v.aillancourt@statcan.ca](mailto:claud.v.aillancourt@statcan.ca)), Division des institutions publiques. ■

## Statistiques des télécommunications

Premier trimestre de 2006

Le marché du sans fil a poursuivi sur sa lancée au premier trimestre, alors que le déclin du marché de la téléphonie traditionnelle s'est accéléré.

Il y a eu 16,8 millions d'abonnés au sans fil à la fin du premier trimestre de 2006, en hausse de 11,9 % par rapport au premier trimestre de 2005. Ce taux de croissance d'une année à l'autre se compare à ceux observés depuis trois ans.

Alors que le marché du sans fil est en pleine progression, la téléphonie traditionnelle par fil continue de perdre du terrain au profit de la concurrence dans le marché résidentiel. La chute de 5,3 % d'une année à l'autre est la plus importante observée depuis le début du phénomène d'érosion de ce marché en 2001. On a compté à la fin du premier trimestre 11, 8 millions de lignes résidentielles traditionnelles.

Malgré la croissance soutenue du sans fil, son adoption se fait beaucoup moins rapidement au Canada que dans plusieurs autres pays. On y a dénombré un peu moins de 52 abonnés pour 100 habitants à la fin du premier trimestre de 2006, soit un taux atteint aux États-Unis dès la deuxième moitié de 2003. Le retard du Canada est encore plus évident lorsqu'on compare sa situation à l'ensemble des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Déjà, à la fin de 2001, on y comptait en moyenne 53,5 abonnés pour 100 habitants.

Les clients qui renoncent à leur ligne résidentielle traditionnelle se dirigent pour la plupart vers le sans fil ou les services de téléphonie des câblodistributeurs.

Selon les données les plus récentes de l'Enquête sur le service téléphonique résidentiel, près de 615 000 ménages n'utilisaient que le cellulaire à la fin de 2005, soit environ 285 000 de plus qu'un an auparavant.

Dans la même veine, un récent rapport du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes indique que les concurrents (excluant le sans fil) des entreprises titulaires de téléphonie avaient attiré 963 000 clients résidentiels à la fin de 2005, soit plus du double qu'à la fin de 2004, où

on en comptait 418 000. La plus grande partie de ce bond de 545 000 clients (59 %) s'explique par la forte croissance des services de téléphonie offerts par les grandes entreprises de câblodistribution.

Toute cette agitation dans le secteur s'est répercutée sur la performance financière de ses principaux segments.

Depuis plusieurs trimestres déjà, on observe une très nette tendance à la baisse des recettes des exploitants traditionnels de réseaux par fil. Cette tendance s'est poursuivie au premier trimestre de 2006, alors que les recettes ont chuté de 3,8 % par rapport au premier trimestre de 2005 pour s'établir à 5,5 milliards de dollars. C'est tout le contraire pour le sans fil, où les recettes augmentent à un rythme continu. En ce qui concerne les trois premiers mois de l'année, les recettes ont bondi de 17,2 % comparativement à la même période en 2005 pour atteindre 2,9 milliards de dollars.

En ce qui a trait aux profits, les bénéfices avant intérêts et impôts des exploitants traditionnels de réseaux par fil ont atteint 1,1 milliard de dollars au premier trimestre, en baisse de 10,1 % par rapport à 2005, et ceux des exploitants de réseaux sans fil ont été de 854,2 millions de dollars, en hausse de 32,2 %. La marge bénéficiaire de 29,5 % réalisée par les fournisseurs de services sans fil est de 10 points supérieurs à celle des fournisseurs de services par fil.

**Nota :** L'enquête trimestrielle des télécommunications sur laquelle est fondé ce communiqué est actuellement en remaniement. Pendant la période de transition entre l'ancienne et la nouvelle enquête, les principaux résultats continueront d'être diffusés dans *Le Quotidien*. Toutefois, la publication *Statistiques trimestrielles des télécommunications* (56-002-XIF) ne paraîtra plus.

**Définitions, sources de données et méthodes :**  
**numéro d'enquête 2721.**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel April au 613-951-3177 ([daniel.april@statcan.ca](mailto:daniel.april@statcan.ca)), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. □

## Indicateurs d'exploitation sommaires

Industries de télécommunications	Premier trimestre			Chiffres cumulés	
	2005	2006	2005 à 2006	2006	2005 à 2006
	en milliers de dollars		%	en milliers de dollars	%
<b>Télécommunications</b>					
Recettes d'exploitation	8 513 700	8 733 326	2,6	8 733 326	2,6
Dépenses d'exploitation	6 624 525	6 751 455	1,9	6 751 455	1,9
Bénéfices d'exploitation	1 889 175	1 981 871	4,9	1 981 871	4,9
Marge d'exploitation	22,2	22,7	2,3	22,7	2,3
<b>Par fil</b>					
Recettes d'exploitation	5 685 247	5 471 294	-3,8	5 471 294	-3,8
Dépenses d'exploitation	4 510 436	4 415 697	-2,1	4 415 697	-2,1
Bénéfices d'exploitation	1 174 811	1 055 597	-10,1	1 055 597	-10,1
Marge d'exploitation	20,7	19,3	-6,6	19,3	-6,6
<b>Sans fil</b>					
Recettes d'exploitation	2 471 311	2 895 474	17,2	2 895 474	17,2
Dépenses d'exploitation	1 825 238	2 041 240	11,8	2 041 240	11,8
Bénéfices d'exploitation	646 073	854 234	32,2	854 234	32,2
Marge d'exploitation	26,1	29,5	12,9	29,5	12,9
<b>Lignes d'accès traditionnelles fixes<sup>1</sup></b>					
Résidentielles	12 415 682	11 759 775	-5,3	...	...
D'affaires	6 978 841	7 012 895	0,5	...	...
<b>Total</b>	<b>19 394 523</b>	<b>18 772 670</b>	<b>-3,2</b>	...	...
Lignes d'accès fixe pour 100 habitants	60,4	57,9	-4,1	...	...
<b>Abonnés à la téléphonie mobile</b>	<b>15 040 886</b>	<b>16 835 753</b>	<b>11,9</b>	...	...
Abonnés à la téléphonie mobile pour 100 habitants	46,8	51,9	10,9	...	...

... n'ayant pas lieu de figurer

1. Exprimé en équivalents de qualité téléphonique.

## Statistiques laitières

Juillet 2006 (données provisoires)

Les producteurs laitiers ont vendu 613 000 kilolitres de lait et de crème aux laiteries en juillet, en baisse de 3,5 % par rapport à juillet 2005.

## Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3430, 3431 et 3432.

Le numéro du troisième trimestre de 2006 de *La revue laitière* (23-001-XIB, gratuit) et de la nouvelle publication *Statistiques laitières* (23-014-XIF, gratuite) paraîtront en novembre.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mark Elward au 613-951-8715 ou composez sans frais le 1-800-465-1991, Division de l'agriculture. Télécopieur : 613-951-3868.

---

## Nouveaux produits

---

**Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens**, vol. 5, n° 3  
**Numéro au catalogue : 13-010-XIF**  
(gratuit).

**Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.**

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

### Pour commander les produits

**Pour commander par téléphone, ayez en main :**

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**


Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

**Pour commander par la poste, écrivez à :** Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6<sup>e</sup> étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

**Pour commander par Internet, écrivez à :** [infostats@statcan.ca](mailto:infostats@statcan.ca) ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

**Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.**

Catalogue 11-001-XIF (septembre 2006) 11-001-XIF(200609)



Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997  
Heure de diffusion 9 h à 10 h 30



**PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS**

- **Transport urbain, 1996** 2  
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5  
À l'instar de la croissance de l'indice de et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut considérablement plus faible.

**AUTRES COMMUNIQUÉS**

- Indice de offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les actifs à court terme 10
- Aide de l'impôt fédéral sur le revenu au trimestre le 31 mai 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

**NOUVELLES PARUTIONS** 12

## Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à [lstproc@statcan.ca](mailto:lstproc@statcan.ca). Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007.

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.